

Procedure file

| Informations de base | |
|---|----------------|
| NLE - Procédures non législatives | 2013/0257(NLE) |
| Procédure terminée | |
| <p>Accord-cadre UE/Géorgie: principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord de partenariat et de coopération CE/Géorgie</p> <p>Voir aussi 1996/0092(AVC)</p> <p>Sujet 6.40.04.04 Relations avec les pays du Caucase 6.40.15 Politique européenne de voisinage</p> <p>Zone géographique Géorgie</p> | |

| Acteurs principaux | | | |
|-------------------------------|---|--|--------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | AFET Affaires étrangères | | 12/09/2013 |
| | | PPE LISEK Krzysztof | |
| | | Rapporteur(e) fictif/fictive | |
| | | S&D FAJON Tanja | |
| | | ALDE NICOLAI Norica | |
| | | Verts/ALE LUNACEK Ulrike | |
| | | ECR PORĘBA Tomasz Piotr | |
| Conseil de l'Union européenne | Formation du Conseil | Réunion | Date |
| | Affaires étrangères | 3312 | 12/05/2014 |
| Commission européenne | DG de la Commission | Commissaire | |
| | Voisinage et négociations d'élargissement | FÜLE Štefan | |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|--|---|--------|
| 22/07/2013 | Document préparatoire | COM(2013)0537 | Résumé |
| 03/12/2013 | Publication de la proposition législative | 16612/2013 | Résumé |
| 13/01/2014 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 18/03/2014 | Vote en commission | | |
| 20/03/2014 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A7-0191/2014 | Résumé |
| 16/04/2014 | Résultat du vote au parlement |  | |

| | | | |
|------------|--|------------------------------|--------|
| 16/04/2014 | Décision du Parlement | T7-0404/2014 | Résumé |
| 12/05/2014 | Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement | | |
| 12/05/2014 | Fin de la procédure au Parlement | | |
| 04/06/2014 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

Informations techniques

| | |
|--|--|
| Référence de procédure | 2013/0257(NLE) |
| Type de procédure | NLE - Procédures non législatives |
| Sous-type de procédure | Approbation du Parlement |
| | Voir aussi 1996/0092(AVC) |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 212 |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 159 |
| Etape de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission parlementaire | AFET/7/13475 |

Portail de documentation

| | | | | |
|--|-------------------------------|------------|-----|--------|
| Document préparatoire | COM(2013)0537 | 22/07/2013 | EC | Résumé |
| Document de base législatif | 16612/2013 | 03/12/2013 | CSL | Résumé |
| Document annexé à la procédure | 16613/2013 | 03/12/2013 | CSL | |
| Projet de rapport de la commission | PE528.090 | 05/02/2014 | EP | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A7-0191/2014 | 20/03/2014 | EP | Résumé |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | T7-0404/2014 | 16/04/2014 | EP | Résumé |

Informations complémentaires

| | |
|-----------------------|-------------------------|
| Parlements nationaux | IPEX |
| Commission européenne | EUR-Lex |

Acte final

[Décision 2014/319](#)
[JO L 165 04.06.2014, p. 0016](#) Résumé

Accord-cadre UE/Géorgie: principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord de partenariat et de coopération CE/Géorgie

OBJECTIF : conclure un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), l'ouverture progressive de certains programmes et agences de l'Union aux pays partenaires de la PEV constitue l'une des nombreuses mesures destinées à promouvoir la réforme, la modernisation et la transition dans les pays voisins de l'Union européenne. Cet aspect stratégique est exposé dans la [communication de la Commission](#) «concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires». Le Conseil a approuvé cette approche le 5 mars 2007.

Le 18 juin 2007, sur la base de cette communication et de ces conclusions, le Conseil a transmis des directives à la Commission en vue de la négociation d'accords-cadres avec l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, l'Ukraine, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Tunisie et la Moldavie, relatifs aux principes généraux de leur participation aux programmes communautaires.

La [communication conjointe](#) de la Commission et de la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, intitulée «Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation», approuvée par les conclusions du Conseil du 20 juin 2011, a en outre mis l'accent sur l'intention de l'UE de faciliter la participation des pays partenaires aux programmes de l'UE.

En décembre 2012, la Géorgie a indiqué qu'elle souhaitait participer au large éventail de programmes ouverts aux pays partenaires concernés par la politique européenne de voisinage.

En conséquence, le Conseil est invité à adopter la proposition de décision qui suit.

ANALYSE D'IMPACT : aucune analyse d'impact n'a été réalisée.

BASE JURIDIQUE : articles 212, en liaison avec article 218, par. 6, point a) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

CONTENU : la Commission présente une proposition concernant une décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole contenant un accord-cadre relatif aux principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'UE.

Il comprend des clauses types destinées à être appliquées à l'ensemble des pays partenaires de la politique européenne de voisinage avec lesquels de tels protocoles doivent être conclus.

Le protocole détaille en particulier les modalités et conditions spécifiques applicables à la participation de la Géorgie à chaque programme particulier, notamment la contribution financière ainsi que les procédures de rapport et d'évaluation qui doivent être déterminées dans le cadre d'un accord entre la Commission européenne, agissant au nom de l'Union, et la Géorgie.

Le texte négocié prévoit également que les parties appliquent provisoirement les dispositions du protocole à compter de la date de sa signature.

Conformément à l'article 218, paragraphe 6, point a), du TFUE, le Parlement européen sera appelé à donner son approbation concernant la conclusion dudit protocole.

La Commission présente par ailleurs une proposition concernant une décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire du protocole.

Le texte du protocole est joint à l'annexe de la proposition.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : la proposition n'a pas d'incidence sur le budget de l'UE. La Géorgie devra contribuer financièrement au budget de l'Union correspondant aux programmes spécifiques auxquels elle participe. Pour financer sa participation, ce pays pourra solliciter une assistance au titre du règlement instituant l'instrument européen de voisinage ou conformément à tout autre règlement similaire prévoyant une assistance extérieure de l'Union en faveur de la Géorgie.

Accord-cadre UE/Géorgie: principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord de partenariat et de coopération CE/Géorgie

OBJECTIF : conclure un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le protocole en objet a été signé au nom de l'Union, le 12 décembre 2013.

L'objectif du protocole consiste à définir les règles financières et techniques nécessaires pour permettre à la Géorgie de participer à certains programmes de l'Union.

Il y a donc lieu d'approuver le Protocole, au nom de l'Union européenne.

CONTENU : avec la présente proposition de décision, il est prévu d'inviter le Conseil à approuver au nom de l'Union, le protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

Objectifs du Protocole : le protocole détaille en particulier les modalités et conditions spécifiques applicables à la participation de la Géorgie à chaque programme particulier, notamment la contribution financière ainsi que les procédures de rapport et d'évaluation qui doivent être déterminées dans le cadre d'un accord entre la Commission européenne, agissant au nom de l'Union, et la Géorgie.

Pour connaître les principales dispositions du Protocole, se reporter au résumé de la proposition législative initiale de la Commission daté du 22/07/2013.

Accord-cadre UE/Géorgie: principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes

de l'Union. Protocole à l'accord de partenariat et de coopération CE/Géorgie

La commission des affaires étrangères a adopté à l'unanimité le rapport de Krzysztof LISEK (PPE, PL) sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

Sachant que le protocole permettra d'ouvrir la voie à l'accession progressive de certains programmes de l'Union à la Géorgie ou au renforcement de la participation du pays à ceux-ci dans le domaine de la culture, de l'éducation, de l'environnement, des techniques et des sciences et d'intensifier les contacts interpersonnels et la coopération entre les Parties, les députés appellent le Parlement européen à donner son approbation à la conclusion du protocole.

Accord-cadre UE/Géorgie: principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord de partenariat et de coopération CE/Géorgie

Le Parlement européen a adopté par 613 voix pour, 29 voix contre et 31 abstentions, une résolution législative sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

Le Parlement européen donne son approbation à la conclusion du protocole.

Accord-cadre UE/Géorgie: principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union. Protocole à l'accord de partenariat et de coopération CE/Géorgie

OBJECTIF : conclure un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision 2014/319/UE du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

CONTEXTE : le protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union a été signé au nom de l'Union le 12 décembre 2013.

Il y a donc lieu d'approuver le Protocole, au nom de l'Union européenne.

CONTENU : avec la présente décision, le Conseil approuve au nom de l'Union européenne, avec l'approbation du Parlement européen, le protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord-cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union.

Objectifs du Protocole : le protocole définit les règles financières et techniques nécessaires pour permettre à la Géorgie de participer à certains programmes de l'Union. Le cadre horizontal créé par le protocole constitue un dispositif de coopération économique, financière et technique qui permet l'accès à l'assistance, notamment financière, devant être apportée par l'Union au titre des programmes.

Ce cadre s'applique uniquement aux programmes de l'Union dont les actes juridiques constitutifs permettent la participation de la Géorgie. Par conséquent, la conclusion du protocole n'entraîne pas l'exercice, au titre des différentes politiques sectorielles poursuivies par les programmes, des compétences qui sont exercées lors de l'établissement des programmes.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 12.05.2014. La date d'entrée en vigueur du protocole sera publiée au Journal officiel de l'Union européenne par les soins du secrétariat général du Conseil.